La géopolitique interne de l'Equateur après la « révolution citoyenne »

Alexis Sierra

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11662>

DOI : 10.4000/echogeo.11662

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Alexis Sierra, « La géopolitique interne de l'Equateur après la « révolution citoyenne » », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 01 février 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11662> ; DOI : 10.4000/echogeo.11662

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

La géopolitique interne de l'Equateur après la « révolution citoyenne »

Alexis Sierra

- ¹ L'Equateur connaît depuis 2006 un processus de rénovation politique qui fait écho à celle qu'a pu vivre le Venezuela en 1998 -2000 (Rebotier, 2007) et la Bolivie depuis 2007 (Hardy, 2009). Ce pays de 14 millions d'habitants (figure 1) connaît certes une démocratie pluraliste et civile depuis 1979 mais, à partir de 1996, la défiance envers les institutions et les tensions sociales à répétition sur fond de crise financière avaient provoqué une instabilité politique majeure.

Figure 1 – Provinces et villes équatoriennes

- 2 En novembre 2006, un quasi inconnu, Rafael Correa, d'orientation socialiste, est élu à la présidence de la République et lance la « révolution citoyenne ». Comme Hugo Chavez en 2000 et plus récemment Evo Morales, son programme de transformation sociale affirme une priorité de rénovation politique et institutionnelle. C'est pourquoi, il provoque des élections pour la mise en place d'une assemblée constituante (avril 2007) débouchant sur l'approbation par référendum de la nouvelle constitution (septembre 2008). Les élections générales (présidentielles, législatives et locales) d'avril 2009 ont marqué un dernier temps fort de ce processus. Cet article vise à analyser l'inscription territoriale des rapports de force issus de ces dernières élections en examinant notamment s'ils confirment ou non les mutations analysées au début du processus engagé par Rafael Correa (Sierra, 2007). Lors des élections générales de 2006, les partis traditionnels avaient vu leurs scores s'effondrer au profit de trois formations : celle de l'ancien président Lucio Gutierrez (2002-2004), celle du populiste Alvaro Noboa (PRIAN) et de manière plus ambiguë celle du président nouvellement élu. En effet, celui-ci était en 2006 un candidat sans parti et donc sans députés au Congrès. Il a fallu attendre quelques mois, lors des élections à la constituante pour que naisse vraiment Alianza Pais, le parti présidentiel. Largement majoritaire, ce parti a pu orienter la rédaction de la nouvelle constitution dans le sens voulu par Rafael Correa. Les élections à la constituante avaient alors montré une spécificité du vote urbain, plus favorable au nouveau président, et l'apparition d'une identité électorale des provinces amazoniennes de El Oriente. A travers l'analyse électorale, ce sont également les enjeux de développement, politiques, économiques et sociaux qui se dessinent en toile de fond. Comme nous allons l'aborder, ces élections ont soulevé la question de la continuité de l'Etat, du développement de l'état de droit et du choix de développement dans un contexte de fragilité économique et d'attente sociale.

C'est pourquoi nous commencerons par établir le contexte dans lequel se sont déroulées ces élections avant de faire l'analyse géographique des résultats.

L'aboutissement d'une transition politique

- 3 Le processus de rénovation politique engagé à partir de la fin 2006 par Rafael Correa semble avoir ainsi conclu une première phase en 2009. La nouvelle constitution a été ratifiée par référendum en septembre 2008 à une écrasante majorité (64%). Les modifications qu'elle introduit touchent tous les secteurs de l'Etat et de la société. Elles tentent de poser les bases d'un développement conciliant souveraineté économique, économie de marché et régulation de l'Etat (Boisson, 2009). La constitution porte une forte ambition environnementale et sociale dont le concept central est celui du *buen vivir* (bien vivre) également inscrit en quechua (*sumak kawsay*). Cette notion se traduit notamment par l'interdiction des OGM, la reconnaissance de la diversité culturelle et des différentes origines, le droit à une sécurité sociale universelle, la reconnaissance d'une série de vulnérabilités, la reconnaissance du couple de même sexe pour ne citer que quelques exemples. La dimension territoriale à toutes les échelles est particulièrement présente dans ce nouveau texte : identification de l'Equateur comme un « territoire de paix » et de diversité culturelle, affirmation d'une souveraineté nationale et de la maîtrise complète du territoire, nouveaux rapports entre le citoyen et son environnement, mise en place de sanctuaires de la biodiversité, réhabilitation de l'espace public (avec inscription d'un droit à la ville), nouvel ordre juridique et symbolique en faveur des communautés indigènes et afro-équatoriennes et de leurs terres « ancestrales », déclinaison à toutes les échelles politico-administratives de nouvelles formes de participation citoyenne, relance de la planification et de l'aménagement du territoire, possibilités de coopérations interprovinciales. Son analyse offrirait un cas d'étude tout à fait stimulant pour les études géopolitiques en montrant une tentative d'établir de nouvelles relations politiques et sociales au sein d'un territoire national.
- 4 La mise en application des principes constitutionnels doit se faire progressivement et a justifié l'organisation d'élections générales en avril 2009. L'approbation massive de la nouvelle constitution a derechef légitimé la présidence de Rafael Correa et en toute logique sa reconduction. Pour la première fois depuis le retour de la démocratie en 1978, un président de la République a été réélu, gage d'une action à plus long terme. C'est également la première fois qu'un candidat est élu dès le premier tour avec plus de 52% des suffrages. Ce résultat représente le signe d'une stabilité dans un Etat qui a connu 7 présidents entre 1996 et 2006. Ce sont les premiers signes tangibles de la transition vers une nouvelle phase dans l'histoire démocratique de la République.

Un triomphe électoral dans un contexte économique et diplomatique difficile

- 5 Le panorama politique est donc largement favorable au président de la République. Depuis les nouvelles prises de fonction opérées en août 2009, Alianza PAIS, le parti de Rafael Correa contrôle l'exécutif, le législatif, la cour constitutionnelle et la majorité des gouvernements locaux dont celui de la capitale, Quito. Les principales forces centrifuges se situent à Guayaquil, ce qui renforce une tendance ancienne, ainsi que dans l'Oriente, ce

qui est plus novateur. Ces forces ont cependant été réduites dans le Guayas par la création de la province de Santa-Elena et l'absence de leader national. Le président de la République, par ailleurs né à Guayaquil, a donc les relais nécessaires pour appliquer la nouvelle constitution et reprendre l'offensive dans le domaine économique et social. Le contexte économique et financier est en effet devenu beaucoup plus tendu que lors du premier mandat de Rafael Correa, la vulnérabilité face aux aléas extérieurs reste élevée. Le pays a ainsi dû faire face à la chute du prix du pétrole. Celui-ci, après les records historiques de juillet 2008 (autour de 120 dollars pour le brut amazonien) est tombé à moins de 30 dollars au tout début 2009 pour revenir autour de 70 dollars au milieu de l'année. Pour maintenir sa politique de redistribution et d'aide sociale le gouvernement du Président Correa a dû mettre en place une politique fiscale parfois impopulaire qui devrait néanmoins être renforcée pour devenir un élément de réponse à l'après-pétrole. Le gouvernement a également annoncé un moratoire sur le remboursement d'une partie de sa dette qui couplée à la baisse des recettes pétrolières a provoqué l'envolée du risque-pays de l'Equateur. Le pays est enfin confronté à la crise internationale et à la diminution constante des remises des émigrés. Les régions de forte émigration du centre et du sud de la Sierra en sont particulièrement affectées. La forte baisse des revenus tirés de l'émigration n'est peut-être pas étrangère à la moindre adhésion au président et aux bons résultats de Lucio Gutierrez dont une grande partie du discours s'est focalisée sur les thèmes économiques.

- 6 La situation géopolitique régionale ne s'est pas modifiée. Sur le front diplomatique, Rafael Correa, qui a fermé la base étatsunienne de Manta, maintien un discours hostile aux Etats-Unis et à la Colombie, surtout depuis l'annonce faite de l'installation de 7 bases nord-américaines chez son voisin septentrional. L'Equateur est à la fois un territoire de repli des membres issus de la guérilla colombienne et un espace de transit des narcotrafiquants qui explique que toute décision politique et militaire en Colombie puisse avoir une influence directe sur la stabilité du pays. Dans ce contexte, Rafael Correa maintient son alliance avec le vénézuélien Hugo Chavez dont il s'est inspiré pour asseoir son autorité. Comme lui, il a donné la priorité à la refonte des institutions et a puisé une légitimité à travers l'organisation de référendums et la remise en jeu de son mandat après l'approbation de la nouvelle constitution. Il s'en distingue cependant par le contenu politique.

Des élections présidentielles a-typiques

- 7 Après le référendum sur la constitution, Rafael Correa était largement favori de ces élections. La question que posaient les commentateurs était de savoir s'il allait être élu dès le premier tour ou devoir affronter un second tour comme en 2006. Conséquence de cette popularité manifeste, les grands partis traditionnels comme le *Partido Social-Cristiano* (PSC, droite conservatrice) ou *Izquierda Democratica* (ID, centre-gauche) n'ont pas présenté de candidats. Malgré la défection de ces partis, 8 candidats s'étaient engagés dans ce scrutin. Deux seulement avaient la capacité de mettre en ballottage le président sortant : Alvaro Noboa qui avait affronté Rafael Correa au second tour des élections de 2006 et qui en était à sa quatrième élection présidentielle, et Lucio Gutierrez, président de la République de 2002 à 2004. Les cinq autres candidatures étaient marginales. Cependant, leur présence témoigne d'une certaine vitalité démocratique et de l'émergence de nouvelles alliances, de nouveaux mouvements et au final de la mutation du paysage

politique. Parmi ces candidats aux faibles moyens, Martha Roldos Bucarram, fille du premier président de la période démocratique, a marqué l'élection par un discours plus radical et alternatif. Arrivée en quatrième position avec près de 5 %, elle regroupait derrière son nom des syndicalistes, des mouvements écologistes, féministes, homosexuels et contestataires.

- 8 Le candidat de la droite populiste, le magnat de la banane Alvaro Noboa, pourtant finaliste à trois reprises de l'élection présidentielle (1998, 2002, 2006) subit une véritable déroute ne dépassant les 20 % des suffrages que dans la nouvelle province côtière de Santa-Elena et de justesse à Guayaquil. Jusque-là il était parvenu à drainer sur son nom un électorat populaire qui s'est détourné vers Rafael Correa et Lucio Gutierrez, ce dernier le concurrençant par son discours populiste.
- 9 En effet, la surprise des élections présidentielles est venue de la percée de Lucio Gutierrez, président de 2002 à 2004. Bien que destitué pour corruption, pour avoir cédé aux intérêts nord-américains et pour avoir renié ses engagements une fois élu, celui-ci a obtenu plus du quart des suffrages. Son parti *Sociedad Patriótica* (SP), fortement organisé autour de sa personne et animé par des membres de sa famille, notamment son frère, député national, est devenu la seconde force politique au congrès. Son discours témoigne d'une forme de populisme, à la fois nationaliste et indigéniste.

Un vote régionalisé en légère mutation

- 10 Ce résultat témoigne d'un vécu régionalement différent dans la rénovation politique. Rafael Correa dépasse la moitié des suffrages exprimés dans les provinces andines (*Sierra*) du nord et du sud, dans les provinces littorales (*Costa*) à l'exception notable du Guayas (figure 2).

Figure 2 – Suffrages obtenus par Rafael Correa

- 11 Son score dépasse sa moyenne nationale dans la capitale Quito (58 %) et de manière spectaculaire à Cuenca, la troisième ville du pays (65 %). En revanche, il perd la majorité absolue voire relative là où Lucio Gutierrez réalise ses meilleurs scores. Ce dernier est en tête de l'élection dans les provinces amazoniennes (Oriente) et dans celles du centre de la Sierra (Bolivar, Chimborazo, Tungurahua) (figure 3 et 4).

Figure 3 – Candidat arrivé en tête lors du scrutin présidentiel (avril 2009)

Figure 4 – Suffrages obtenus par Lucio Gutierrez (SP)

- 12 Ces régions sont à la fois les plus indiennes et les plus rurales du pays. L'émergence d'un mouvement indigéniste structuré et autonome des autres partis dans la dernière décennie ainsi qu'un sentiment de marginalité de ces provinces andines et orientales par

rapport aux métropoles nationales pourraient expliquer la moindre adhésion au président actuel. Une autre hypothèse tient à l'origine personnelle et professionnelle de Lucio Gutierrez. Celui-ci a passé son enfance et son adolescence à Tena la capitale de la province du Napo (Oriente). Militaire de carrière au grade de colonel, il est issu d'un corps, l'armée, relais permanent et central dans les provinces frontalières. Responsable de la Brigade Condor à Patuca (province Morona-Santiago, dans l'Oriente), il a participé à la dotation d'équipements et de services aux communautés rurales. Il a pu développer une connaissance particulière de ces régions, y tisser des liens privilégiés avec les communautés amérindiennes et les réactiver à l'occasion des élections. Cet exemple montre incidemment le rôle de l'armée, toujours fortement présente dans le paysage politique bien que de manière discrète.

- 13 La particularité de ces élections présidentielles du fait du contexte et du profil des candidats confirme la particularité d'un vote en *Oriente* observé lors des élections à l'Assemblée Constituante en avril 2007 (Sierra, 2008), particularité qui n'était pas aussi prononcée dans les scrutins antérieurs.
- 14 En revanche, la plus forte adhésion au populisme dans les provinces de la Costa se confirme bien qu'atténuée par la vague électorale qui a porté Rafael Correa. Comme à chaque scrutin, Alvaro Noboa y réalise ses meilleurs scores (figure 5).

Figure 5 – Suffrages obtenus par Alvaro Noboa (PRIAN)

- 15 Le président de la République reste donc confronté à deux formes de populisme et de clientélisme, clairement inscrits sur le territoire : la première liée à une tradition oligarchique alimenté par l'économie d'exportation ; la seconde, en relation avec un leader charismatique auréolé de son expérience militaire. Cette opposition populiste ne semble cependant pas représenter un obstacle majeur à l'action de Rafael Correa.

Le nouveau découpage électoral

- 16 Ce scrutin a connu deux nouveautés électorales qui rendent plus complexes la simple comparaison géographique des résultats aux deux élections présidentielles de 2006 et de 2009. La première est la création de deux nouvelles provinces en 2007 : Santo-Domingo de los Tsashilas créée à partir du Pichincha et Santa-Elena issue du Guayas¹. Les deux nouvelles provinces sont de petite taille et parmi les moins peuplées (autour de 270 000 habitants chacune). La première est maintenue dans l'ensemble de la Sierra bien que largement ouverte sur les bassins du littoral. La seconde est polarisée sur une conurbation incluant des stations balnéaires et la principale base navale équatorienne. Electoralement, ces deux provinces ont la particularité d'avoir fortement voté pour le président sortant (figure 2). Alvaro Noboa y garde des relais (figure 5). En revanche, Lucio Gutierrez n'y est pas électoralement implanté (figure 4). Le pouvoir en place a donc profité de la création de ces provinces qu'il a lui-même voulues. La création de la province de Santa-Elena permet également de réduire l'influence du PSC (qui domine le Guayas) et de limiter le discours autonomiste de ses dirigeants.
- 17 La deuxième nouveauté a été le vote des Equatoriens émigrés, droit nouvellement inscrit dans la constitution. Le décompte de ce vote a été organisé par grandes régions mondiales. Globalement, le vote des émigrés est favorable à Rafael Correa. En revanche, il existe de nettes nuances en fonction de la région de résidence. Les Equatoriens du reste de l'Amérique latine ainsi que ceux d'Europe ont donné à Alvaro Noboa ses meilleurs scores, ceux des Etats-Unis et du Canada votant moins pour le candidat populiste et offrant ses meilleurs scores à Martha Roldos Bucarram. Globalement donc, les Equatoriens d'Amérique du Nord semblent avoir un vote moins conservateur que la moyenne des expatriés.

Un vote urbain

- 18 Jusqu'ici, les métropoles s'étaient distinguées par un vote moins populiste et plus modéré que la moyenne. Les dernières élections ne semblent pas confirmer une particularité urbaine unilatérale. Globalement, la hiérarchie générale des villes dans le réseau équatorien ne semble pas avoir d'influence : les électeurs urbains suivent les tendances régionales. Ainsi, le canton de Quito vote à 58 % pour Correa et celui de Guayaquil seulement à 41 % reproduisant la distinction traditionnelle entre les deux métropoles. La taille de la ville, indépendamment de la région ne joue qu'à la marge : ce n'est pas parce qu'une ville est fortement peuplée qu'elle vote davantage pour Correa comme pourraient le laisser penser les exemples de Quito et de Cuenca ou inverses de Tena et Azogues. Deux villes de tailles similaires comme Ibarra et Esmeraldas adhèrent très différemment au président sortant.
- 19 Plus surprenante est la difficulté à saisir une spécificité du vote urbain à l'échelle des provinces (tableau 1).

Tableau 1 – Résultats des élections présidentielles au niveau des cantons urbains

Canton urbain (nombre de votants)	Rafael Correa (%)	Lucio Gutierrez (%)	Alvaro Noboa (%)	Martha Roldos (%)	Différence du résultat de R. Correa dans le canton urbain avec celui obtenu dans la province
Guayaquil	41	28	20	6	- 3,5
Quito	58	20	10	6	=
Cuenca	63	20	6	4	=
Ambato (257)	40,52	40,51	8,5	5	+ 5,5
Portoviejo (205)	51,5	34	9,5	2,5	- 1,5
Riobamba (178)	42	40	7,5	4	=
Machala (179)	62	14	14,5	6	- 3
Manta (164)	56	17	19	5	+ 3
Loja (155)	58	21	12	5	- 3
Esmeraldas (139)	47,5	16,5	25,5	6	- 8,5
Ibarra (136)	64	15	12	4,5	- 3
Quevedo (135)	57	28	9,5	2,5	+ 4
Duran (134)	50,5	22,5	17,5	5	+ 6
Latacunga (127)	44	43,5	5,5	3,5	- 1,5
Babahoyo (106)	47	37	8,5	3,5	- 5
Azogues (68)	41	47	4	3	- 6
Guaranda (67)	42	46	4	4	+ 4,5
Tulcan (67)	42,5	30	18	5,5	- 11,5
La Libertad (59)	65,5	18	7	4	=
Lago Agrio (55)	50	39	6	3,5	+ 2,5
Fco Orellana (39)	27	61,5	6	3	+ 1
Tena (35)	19	74	3,5	2	- 2,5

Source : Consejo Nacional Electoral, 2009

- 20 Cette absence de spécificité urbaine est particulièrement le fait du vote pour Rafael Correa et pour Lucio Gutierrez. En prenant les résultats de 21 cantons urbains parmi les plus peuplés du pays, 11 votent moins fortement pour Rafael Correa que dans le reste de leur province, 7 plus fortement et dans 4 cantons (Quito, Cuenca, Riobamba et La Libertad) les électeurs reproduisent à l'identique le comportement du reste de la province. On pourrait faire l'hypothèse que le vote plus favorable à Correa des cantons urbains est lié à une région spécifique et de même que les votes moins favorables appartiennent à un autre ensemble régional. Il n'en est rien (cf. encadré).

- 21 **A la recherche d'une spécificité électorale urbaine...**
- 22 L'analyse géo-électorale classique montre des spécificités territoriales dans le comportement électoral parmi lesquelles le vote urbain se singularise.
- 23 Dans le cas des élections de 2009 en Equateur, nous avons examiné les résultats au niveau des cantons urbains pour les comparer aux résultats nationaux et par provinces (voir figure 1 pour la localisation). Ainsi, au centre de la Sierra, à Ambato et Riobamba, Rafael Correa arrive en tête alors que dans leur province respective (Tungurahua et Chimborazo) Lucio Gutierrez est largement devant. A Guaranda, capitale du Bolivar, le vote est nettement moins défavorable au président que dans le reste de la province, très rurale. A ces exemples s'opposent en revanche ceux d'autres cantons urbains. A Latacunga et à Azogues Rafael Correa obtient moins de suffrages que dans le reste des provinces du Cotopaxi et du Cañar. L'écart à la moyenne le plus spectaculaire vient du nord de la Sierra : à Tulcan, Correa réalise 11 points de moins que dans le Carchi. Sur la Costa, on retrouve également toutes les configurations : à Manta, 6^e ville du pays, il accroît l'avance qu'il obtient dans le Manabi. A Quevedo il obtient 5 points de plus que la moyenne de Los Rios. Mais à Esmeraldas, il réalise 8 points de moins que dans la province éponyme. Même constat dans l'Oriente : Lago Agrio émet un vote nettement plus favorable à Correa que dans le reste de Sucumbios et Puerto Orellana que dans le reste du Napo alors que dans les autres provinces orientales, les cantons urbains votent moins pour lui que dans le reste de la province. Tous ces cas montrent ainsi une spécificité du vote urbain mais la logique qui le sous-tend n'est pas identifiable à ce stade.
- 24 Une dernière hypothèse pourrait indiquer une spécificité du chef lieu de la province par rapport à d'autres villes de la même province. C'est effectivement le cas sur la Costa. Ainsi, dans le Manabi, les résultats de Portoviejo (capitale locale) en faveur du président sont nettement inférieurs à la moyenne provinciale alors que les résultats à Manta (ville portuaire), ville de taille équivalente, sont nettement supérieurs à cette moyenne. Le même phénomène existe dans le Guayas (faible adhésion dans la capitale, Guayaquil, et forte adhésion à Duran, grande ville voisine) et dans la province de Los Rios : les résultats pour Rafael Correa sont inférieurs à la moyenne dans la capitale, Babahoyo, supérieurs à Quevedo. Dans tous ces cas, le centre politique est donc défavorable au président quand d'autres pôles urbains lui sont favorables. Il faudrait analyser systématiquement tous les résultats pour savoir si cette tendance se reproduit sur l'ensemble du territoire équatorien.
- 25 La spécificité d'un vote urbain est plus sensible pour les autres candidats. Alvaro Noboa obtient toujours des résultats supérieurs à la moyenne provinciale dans les cantons urbains à l'exception de Portoviejo. A Esmeraldas ou à Tulcan, l'écart positif à la moyenne

est même particulièrement fort. Le constat d'un vote urbain favorable est également valable pour Martha Roldos Bucarram qui systématiquement a des résultats supérieurs à la moyenne dans les cantons urbains et ce quelle que soit la province. Cette situation pourrait laisser supposer l'expression d'une radicalité et d'un vote protestataire plus fort voire d'une dualité accusée dans les cantons urbains.

Au-delà des élections présidentielles, des élections législatives et locales qui confirment la recomposition du paysage politique

- 26 Les élections législatives témoignent plus finement des mutations opérées en moins de trois ans. Contrairement aux élections présidentielles, où plusieurs grands partis n'avaient pas de candidats, les élections législatives et locales permettent de mieux mesurer les nouveaux rapports de force. Le constat issu des scrutins de 2006-2008 se confirme : les partis dominant la vie politique de 1978 à 2000 ont été marginalisés au niveau national ou ont dû intégrer des alliances nouvelles. De ces partis, seul le Parti Social-Chrétien (droite conservatrice) maintient une existence autonome avec seulement 13,6 % de suffrages au scrutin de liste national². Fortement implanté à Guayaquil et dans la province du Guayas, il sauve quelques élus dans les provinces côtières (El Oro, Manabí). Les résultats de ce parti aux élections locales peuvent être sous-estimés dans la mesure où plusieurs élus sortant ont décidé de changer d'étiquette politique. C'est le cas de Jaime Nebot Saadi, maire de Guayaquil qui a quitté le PSC pour créer son propre mouvement. Si son orientation politique reste la même, ce comportement montre le discrédit dans lequel sont tombés les partis traditionnels. Jaime Nebot a été réélu au premier tour avec plus de 72 % des suffrages. A Quito, ancien bastion de la ID (centre-gauche) et de la DP (centre), c'est le candidat du président de la République qui a été élu, dès le premier tour avec 52 % des suffrages au détriment des candidats des partis traditionnels. La province capitale donne à la ID son unique député national. Enfin, le mouvement indigène Pachakuti, force nouvelle dans les années 1990 voit son audience se réduire avec 7 députés tous issus du centre de la *Sierra* et de l'*Oriente*.

Conclusion

- 27 Cette rapide analyse des élections équatorienne permet de dresser le tableau d'un Etat et d'une société en mouvement à toutes les échelles. Une étude approfondie reste à mener pour comprendre tous les ressorts du comportement électoral en particulier à l'échelon local, là où la figure du président pèse moins dans les choix de vote. Depuis, l'investiture du nouveau gouvernement l'attente est forte au niveau social et économique. Les revendications indigénistes restent très fortes comme le montre la contestation récente par les provinces amazoniennes du projet de découpage régional du pays. Les revendications sociales se conjuguent également avec les questions environnementales, en particulier en ce qui concerne la définition et la protection des terres ancestrales, là également dans les provinces amazoniennes. Malgré la poursuite de l'équipement du pays, la société équatorienne reste duale et les transformations des métropoles ne doit pas masquer le sous-équipement du reste du pays. C'est à ces défis que doit répondre un

pouvoir qui bien que sans opposition institutionnelle reste face à une attente qui peut, comme nous l'avons vu, être canalisé par des leaders populistes.

BIBLIOGRAPHIE

Boisson S., 2e semestre 2009. Interview de Rafael Correa. *Revue de la régulation*, n°6, mis en ligne le 14 décembre 2009. URL : <http://regulation.revues.org/index7665.html>

Hardy S., 2009. Enjeux et fractures de la Bolivie en 2009. *EchoGéo*, Sur le vif 2009, [En ligne], mis en ligne le 09 mars 2009. URL : <http://echogeo.revues.org/index10965.html>

Rebotier J. 2007. Au-delà de la ¡ Revolución ! *EchoGéo*, Numéro 3 | 2007, [En ligne], mis en ligne le 22 février 2008. URL : <http://echogeo.revues.org/index1798.html>

Sierra A., 2007 . Les dimensions géopolitiques du processus de rénovation politique en Equateur. *EchoGéo*, Numéro 3 | 2007, [En ligne], mis en ligne le 13 mars 2008. URL : <http://echogeo.revues.org/index2213.html>

Théry H. et Nagy A ; 2007. La réélection de Lula, changement de base », *EchoGéo*, Numéro 3 | 2007, [En ligne], mis en ligne le 18 décembre 2007. URL : <http://echogeo.revues.org/index2129.html>

NOTES

1. L'Equateur est donc désormais découpé en 24 provinces : 6 sur la Costa (+1), 11 sur la Sierra (+1), 6 dans El Oriente à quoi il faut ajouter la province insulaire des Galapagos.
 2. Le congrès comprend des députés élus sur des listes nationales et des députés élus par province.
-

RÉSUMÉS

En 2009, les élections générales en Equateur ont clôturé la première étape de rénovation politique initiée par le président Rafael Correa. Leur analyse montre l'existence de nouveaux équilibres politiques régionaux alors que le pays doit faire face à de nouveaux défis économiques et sociaux.

The general elections in Ecuador in 2009 closed the first stage of political renovation started by president Rafael Correa. Their analysis show the existence of new political balance between regions while the country have to take up new social and economical challenge.

INDEX

Mots-clés : Election, géopolitique interne, Equateur

Keywords : Election, internal geopolitics, Ecuador

AUTEUR

ALEXIS SIERRA

Alexis Sierra (alexisierra2001@yahoo.fr) est maître de conférences en géographie à l'Université de Cergy-Pontoise - IUFM, membre de l'UMR Prodig, spécialiste des questions urbaines et environnementales dans les pays andins.